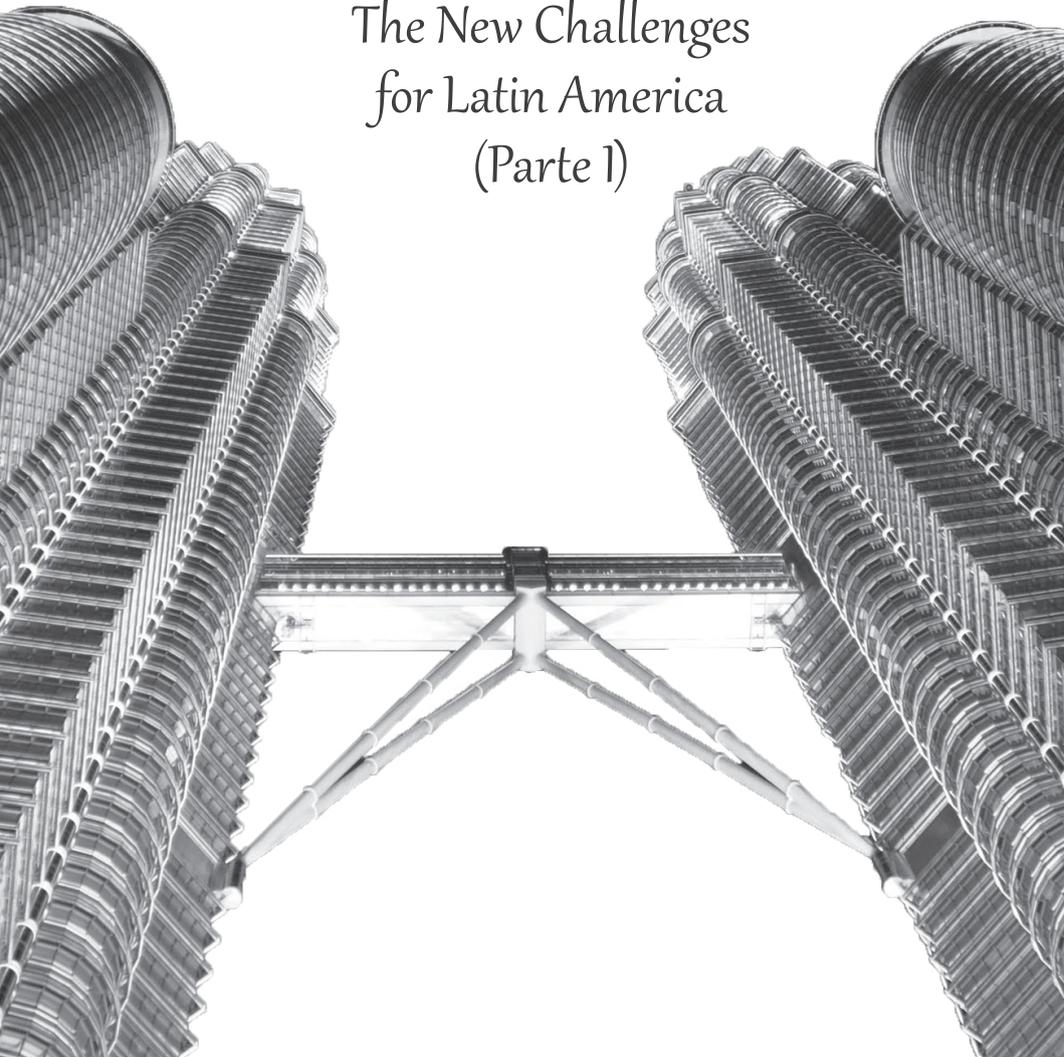




5

*The New Challenges
for Latin America
(Parte 1)*



Vers une globalisation non hégémonique: au-delà du régionalisme

Candido Mendes

L'Amérique latine et le déplacement des polarisations

La perspective contemporaine des vis-à-vis internationaux s'interroge à fond sur une géopolitique émergente des structures de souveraineté. La quête d'une possible globalisation non hégémonique fait face à celle du tout début du siècle concernant l'avenir des blocs, des alliances, et de leurs concepts de régionalité.

Les BRICS surgissent et configurent un nouvel axe de pouvoir où nous voyons un manque croissant de cohésion interne et un dynamisme essentiellement tourné vers les propres marchés intérieurs des protagonistes. Ce nouveau profil ne pèse mondialement que par contrepoint, et

s'écarte des formes classiques de polarisation de contrôle politique. En effet, aucune hégémonie ne se détache de la confrontation entre centre et périphérie, médiatisée ou non, par la reconnaissance sociale du poids de ces populations. Et surtout par l'avènement du concept fluide, depuis l'Empire Romain, des "barbares", dans la surface fragile du "limen", absorbant le "limès" des frontières rigides que marquait la première hégémonie contemporaine. La modernité, après les deux dernières guerres mondiales, a fait face au contrôle des vainqueurs dans la stricte division des territoires par les contre-polarités sans reste et dans le profil de la "guerre froide".

256 L'explosion soviétique donne lieu à la première globalisation vraiment hégémonique américaine, qui est arrivée, dans sa démesure des dernières décennies, à contrôler la subjectivité de la vie collective, sinon individuelle, ainsi que nous le prouve la révélation de l'espionnage permanent infligé à n'importe quelle action citoyenne de notre temps.

La dialectique émergente et les nouvelles hégémonies impliquent une reprise effectivement fondatrice du changement par les anciennes périphéries, à travers l'induction du développement vis-à-vis de l'inertie classique du progrès. Ce sont des centres multiples et dispersés d'initiatives qui émergent dans les espaces nationaux mais hors des alliances traditionnelles, de plus en plus prisonnières de la diachronie des temps sociaux, inaliénables dans les avances ou les régressions de ce même développement.

C'est la maturité de cette prise de conscience qui assure le gain de la fonctionnalité collective, dont ont été expo-

priés les pays exposés au colonialisme, seconde nature de la domination de la modernité.

Il faut nous attendre toujours moins à de telles alliances émergentes, étant donné que l'isolationnisme des BRICS s'oppose à la compatibilité régionale que dessine leur géographie. La Chine et l'Inde, ensemble, contrôlent plus d'un tiers de la population mondiale dans sa coexistence frontalière. Mais il est vain d'espérer la moindre action commune visant à multiplier leur poids en ce début de globalisation non hégémonique. La dynamique des BRICS s'éparpille et, quand elle existe, elle se limite à des concurrences bilatérales. Le contrepoint Brésil-Chine en Afrique, par exemple, bute sur la compétition autour des marchés de l'ancien empire colonial portugais.

257

De même, nous faisons face à une croissante dérégionalisation du Brésil dans son cadre continental. Le pays échappe en majorité aux contrepoints effectivement interactifs avec les nations limitrophes. On pourrait voir dans l'initiative conjointe Pérou-Chili-Colombie-Mexique la refonte d'un nouveau "Traité de Tordesillas" tourné vers une intégration du Pacifique lié à la Chine face au Brésil, laissé à sa croissante hégémonie atlantique, y compris dans la nouvelle configuration africaine. Disfonctionnelle, la relation entre le Brésil et ses voisins esquisserait forcément un profil d'assistance économique avec le Paraguay et la Bolivie, dans une condition structurelle de dépendance au coeur du continent.

Sur un plus vaste horizon, une globalisation non hégémonique ne se dresse pas à partir des BRICS, mais nous tournons désormais la page des matrices régionales classiques du

monde de la modernité. D'autre part encore, la dynamique des anciennes périphéries échappe à ce qu'on prévoyait avec l'émergence du développement comme contrepoint fonctionnel de ses effectives interactions économiques, politiques, sociales et culturelles.

Assemblage international et guerre de religions

258 D'immédiat, on constate la perplexité gérée par l'impasse du "printemps arabe" marquée par la régression démocratique après la chute des dictatures d'après-guerre en Égypte, en Tunisie ou en Lybie. La chute du président Morsi au Caire inquiète précisément par la cassure des règles fondamentales du jeu du régime de l'état de droit rétabli au pays. Les putschistes paraissent invoquer le danger dans lequel le régime s'investit d'une prédominance religieuse, telle que "la fraternité musulmane". C'est face à cette même dimension que le printemps arabe ressent la contradiction interne entre la clameur pour le développement et l'avenance d'un État religieux islamique comme son résultat. Le pré-supposé d'un avenir démocratique se choquerait au retour, en Iran, de la Sharia, en tant que rejet intégral de la domination multiséculaire occidentale dans toute la région. Également, la présente révolte de factions bouddhistes au Myanmar exacerbe cette nouvelle "guerre de religions" pour éliminer les franges islamiques de ce pays.

Vue l'avenance de ce conflit matriciel d'identité, la recherche d'un dialogue minimal où le statut international d'un vis-à-vis serait maintenu devient de plus en plus précaire. Le pré-supposé du respect et de l'a priori démocratique dans cette

entente est bafoué, d'abord par les États-Unis qui soutiennent le coup d'État contre Morsi et maintiennent leur aide — bien que déjà réduite — au gouvernement militaire. Un départ d'Assad en Syrie ne laisserait pas de mettre en cause un syndrome semblable à celui de la “fraternité” égyptienne.

Il ne faut non plus pas écarter un effet majeur provenant encore du 11 septembre, et qui conduit à un enracinement du politique dans l'identité religieuse aux États-Unis. Le gouvernement Obama fait face à un Parti Républicain, dans le dit “pays profond” chaque fois plus confessionnel et fondamentaliste, qui obéit à une politique de refus de toute migration islamique et vise même son éviction du territoire américain. Les manifestations du GOP contre les *chicanos* se multiplient. On pourrait se demander si dans cette confrontation avec l'esprit des “*founding fathers*” le parti ne s'approprierait pas d'une prétention ethnique, en associant le futur du pays aux “*whites, anglo-saxons and protestants*” contre l'établissement de la démocratie rooseveltienne. En proie à cette inquiétante reconstruction des ethnies, on remarquera l'initiative d'Israël de rééduquer pour le judaïsme et d'amener à ses frontières des groupes éthiopiens évincés dans leur territoire. Émerge donc le passif de ces gouvernements qui, malgré leur démocratie formelle, s'écartent des racines de leur vraie vie collective au profit de synthèses artificielles de leur identité foncière.

259

Volonté politique et volonté d'Etat

Selon la prospective naissante, il ne s'agit pas seulement de reconnaître que les BRICS s'acheminent vers un

260 idiomatisme de leur devenir et de divers choix de politiques publiques menant à des différences dans les macro-dimensions de cette dynamique, telles que le conflit entre la croissance du PNB, l'avance de la mobilité sociale urbaine, le maintien des taux de natalité et la permanence d'un fondamentalisme religieux. D'autre part encore, elles peuvent privilégier des variables spécifiques du développement en marge de leur ensemble, comme par exemple la dystonie entre le progrès technologique en Inde, et le succès de son changement général, et surtout de sa durabilité. La diachronie du temps social de cette avenance globale peut créer un choc avec l'espoir du dépassement de la marginalité en dehors d'un accès à l'économie de marché, engendrée par un programme comme celui de la "bourse-famille" au Brésil. Il tient à la vision classique de la prospérité pré-développement, où l'avantage social se heurte à la prospective de la modernisation dans la visée libérale.

Évidemment, cette nouvelle émergence met en cause la conscience de l'autre et cet universel concret représenté par l'impératif des droits humains et le soutien de l'espèce vis-à-vis de la phénoménologie des reconnaissances collectives. Il ne s'agit pas seulement d'établir le constat de la table des priorités où ces exigences s'affrontent, poussées par les différences de la conscience sociale et de sa mobilisation. Devant le processus historique présent, l'énoncé de ce répertoire, parvenu pour la première fois à une conscience universelle, en lieu à la suite du deuxième "après-guerre" mondial et de la Déclaration de San Francisco. De nos jours, on ajouterait un principe qui allait de soi, implicite alors, tel que

la proclamation préalable et fondatrice du droit à la différence. Et à partir de là, de toute l'échelle de reconnaissances croissantes du respect de la vie, de la disponibilité du corps, et celle des limites de la représentation.

Cette revendication immédiate d'une conscience qui éclate de nos jours sur la place publique est liée à la protestation collective qui ne se reconnaît plus, ni se plie à la tradition illuministe du principe de la représentation. Elle s'ajoute, dans cette disqualification qui s'accélère, à la résistance de la vision de l'*establishment* inséparable de la jouissance du pouvoir et des régimes de clientèle intrinsèques à toute représentation, parallèlement à une accélération historique qui tend à la rendre obsolète. La "Place des indignés" en Espagne ou le "Occupy Wall Street", aux États-Unis, incident sur la seconde alternative. La "voix des rues" au Brésil exprime un moralisme politique qui tient au rejet de la corruption systémique de ceux qui sont installés au pouvoir.

261

D'une façon significative, le malaise exprimé sur les voies publiques ne proviendrait pas d'une discontinuité dans l'expression des exigences prioritaires d'une conscience du changement social, mais bien plutôt de la demande inatteignable de la conquête d'un *welfare*. Et c'est justement par le biais du niveau d'*achievement* d'un gouvernement que toute avance amplifie une insatisfaction essentielle, provoquée par un vouloir plus, et tout de suite.

L'Exécutif brésilien considère l'insatisfaction comme le prix de sa réussite et de l'inviabilité de toute accommodation dans les résultats du système. La descente pour manifester

dans les rues, dans ce cas, implique une heuristique nécessairement diffuse de demandes à satisfaire dans la quête de ce *welfare*. Cette contestation est d'autant plus authentique qu'elle est profondément vague et généralisée dans une plateforme sans définition de priorités intrinsèques. Jamais, par exemple, la réforme agraire n'a été mise en avant. On pourrait se demander par la même occasion si la permanence de ces "rejets" de l'ordre ne *seraient dûs*, par paradoxe, à l'irruption de l'anarchisme vu comme l'exercice de la radicalité sociale intransitive, permise par la maturité démocratique.

262 C'est ce qui a par exemple conduit le gouvernement à *l'illustrer* par l'initiative des plébiscites, une demande objective de cette consultation populaire. Mais le préalable de ce choix ne s'est pas détaché de l'énoncé général pour plus d'éducation, plus de services de santé, ou, à parts égales, de centralisation ou de décentralisation des machines de décision. Il s'agirait par là de reconnaître ce nouveau décalage fondamental du désir de changement exprimé sur les places publiques, et le corporativisme constitutif de l'institution législative. C'est ce qui démontrerait, et toujours par la voie du plébiscite, l'adoption de l'institution du possible raccourci du *recall* des mandats par rapport aux investitures originales. De même, le principe de l'initiative populaire de la législation accueilli par la Constitution brésilienne de 1988 avait été largement approuvé. Tel fut aussi le cas de la "loi du dossier limpide", qui limita l'accès de plusieurs candidats malhonnêtes à un nouvel exercice législatif.

La "voix des rues" gagne directement un vouloir politique et une prospective. C'est le cas des populations lit-

téralement marginalisées qui ont accédé d'un seul coup à la mobilité sociale. Le "peuple de Lula", au Brésil, ne se reconnaît que dans la médiation de l'ex-président et donc d'une conscience toute faite de cette praxis immédiate. Le profil politique des bénéficiaires de la "bourse-famille", littéralement plongés dans la dépendance de cette aide, fait qu'ils avancent beaucoup plus grâce à une organisation corporative que par une perception émergente de classe dans le dénouement de la pleine poussée sociale du développement.

Contemporanéité régressive et prospective

Dans notre prospective immédiate et après les premiers heurts de la globalisation hégémonique on remarquera donc, avec l'apparition des BRICS et du "printemps arabe" que l'enjeu démocratique ne fit jouer l'autodétermination qu'au strict renfort de l'identité de ces États. Les régionalités n'avancèrent pas, au profit de blocs ou contre-polarités dans l'enjeu international.

263

En fait, la demande identitaire devient une affirmation de croyance religieuse, même au risque d'une guerre de religion, et le terrorisme se transforme en une constante dans le face à face avec le dit "état de droit" et de respect aux droits humains. Al-Zawahiri, le successeur de Bin Laden, vient de proclamer que "la violence est constitutive de la coexistence politique de nos jours, tout comme une amputation est essentielle à la survie d'un corps malade".

"L'Islam doit se réassurer du dépôt scientifique de notre temps, volé par l'Occident. Il est impossible de penser au

moindre entendement universel tant que persistera une telle domination.” Mais un progrès pourrait être observé à partir des conversions en Occident, surtout, à partir de l’inouï, “qui serait celle de Obama à l’Islam”.

De même, cette coexistence actuelle implique encore de la part de l’Islam des stratégies d’appropriation technologique, tout en croyant à la distance entre les processus de culture et de civilisation. Le regain de la subjectivité de l’Islam, exaspéré par le climax du 11 septembre, ignore la rupture du temps social de la modernité qu’impliquerait l’affirmation radicale et atemporelle de cette subjectivité collective. Mohammed Arkhoum a souligné, à la racine de cette culture, la distinction entre *autorité* — responsable de son statut spirituel — et *pouvoir*, qui assure l’organisation des sujets collectifs. Cette immersion dans le “*din*”, ou religion, qui renforça l’émergence simultanée du khalifat et des *oulamas*, tenant à l’énoncé des vérités et en même temps non à sa mouvance, mais à son orthodoxie. Il ne s’agit pas, par conséquent, de penser à l’enjeu des temps et à n’importe quelle mouvance, mais à son immobilisme permanent. D’une *intelligentsia*, donc, affirmée par l’aristocratie de ce pouvoir et éloignée de l’action de la bourgeoisie, qui conduisit l’Islam à ne pas avoir de nation jusqu’au 20^{ème} siècle. Elle avait pour horizon la dite “Expérience de Médina”, naturellement fondamentaliste. Arkhoum remarquait par exemple qu’il n’existe jusqu’aujourd’hui aucun dictionnaire historique de la langue arabe ni, dans sa pensée, de psychologie ou sociologie historiques. Tout le paradigme de la production de l’existence humaine se rapporte

littéralement au Coran et aux Hadiths. C'est ce qui assura la figuration symbolique idéale des Omeyades, laissant à la conquête immédiate la construction d'un empire et son code unificateur de la loi islamique.

Les Abbassides essayèrent une culture profane, mais le khalifat allait disparaître en même temps et ce serait aux oulémas d'assurer la permanence de "l'Expérience de Médina" par la Shariah. Dans un tel cadre, pas d'histoire de "soi sur soi-même" ou de conscience de la société jusqu'au 19^{ème} siècle. Il fallait donc essentiellement maintenir l'imaginaire religieux commun mis en cause dès le début du 20^{ème} siècle par la naissance de souverainetés et la séparation forcée de l'Église et de l'État lors des Indépendances de l'après-guerre.

265

En complet contraste avec l'Islam, l'Amérique Latine s'en remet à une subjectivité collective, foncièrement prospective. Le vide colonial mène à la conscience tardive des simulacres de leur corps collectif (telle la nation) et à l'inconsistance de tout fondamentalisme dans sa clameur identitaire. Plus encore, ces premières représentations s'exposèrent aux visions symboliques, du refus de vécus et de leur synthèse oecuménique. Dans le cas du Brésil, l'afflux africain fut radicalement nié au point de refuser à ces ressortissants d'outre Atlantique leur propre humanité en les classant d'"éléments serviles". Cette vision fut menée en contrepoint à l'extrême d'une pansynthèse qui considère que le pays est composé, à parts égales, de blancs, de noirs et d'indigènes. On oublie ainsi la part insignifiante de l'apport indien dans ce complexe, et l'augmenta-

tion continue de l'élément noir, correspondant aujourd'hui à 52% de la population. Curieusement, en même temps, cette identité objective n'a aucun reflet sur la conscience sociale émergente. La reconnaissance de la condition noire n'est généralement pas assumée et reste en suspens, sinon comme une entrave, dans le discours de la citoyenneté. Elle ne porte pas l'associativisme compensatoire, vis-à-vis des failles de l'ascension sociale et surtout bureaucratique, de toute cette palette de couleurs, en vue d'une mobilité sociale achevée dans l'appareil politique brésilien.

Identité, différence, égalité

266 L'entrée dans la nouvelle décennie, en termes de globalisation non hégémonique, pose aussi le problème de l'émergence régionale de l'Asie centrale, autour du Kazakhstan, dans ce nouveau "vis-à-vis" avec la Russie, l'Inde et la Chine. Un *leadership* vigoureux du gouvernement de Astana joue sur l'atout du pétrole, envisageant le marché européen à longue échéance. Et cela, dans une communauté de production face à la concurrence de l'Arabie saoudite.

En même temps, la région se renforce par sa ferme politique multiculturelle. Le Kazakhstan n'est islamique qu'à moitié, et conserve son héritage soviétique. Les pays frontaliers soutiennent la récupération culturelle et identitaire de l'Arménie et des Kurdes vis-à-vis de la Turquie. Et Nazarbaïev, le président Kasakh, s'engage dans une politique de désengagement nucléaire et mise sur un développement qui est soumis à une politique identitaire vigoureuse et prioritaire. On pourrait se demander, dans l'avenance d'une glo-

balisation non hégémonique, quelle pourrait être une entente finale et minimale où poindrait un accord sur l'enjeu de la survivance mondiale bien au-delà du simple maintien classique de la paix face à un danger nucléaire.

Les protagonismes collectifs émergents dépassent, dans la dynamique internationale, l'ancienne prospérité de l'universalisme occidental par le développement et le contrepoint interne des changements économiques, politiques et sociaux et, surtout, culturels. Les nouvelles identités du siècle non seulement échappent aux cadrages continen-taux, mais elles délaissent aussi le ressort de leur formation coloniale. C'est le cas surtout de l'ancien empire portugais en Afrique, au Mozambique, du Commonwealth et de la langue anglaise et des régions du golfe de Guinée; le portugais, chaque fois plus échangé par le français. Mais surtout le Cap-Vert recherche un relief "mid-Atlantique" en rapprochant son élite du Massachusetts et de New York. La revendication de cette subjectivité collective émergente va au parler créole en toute écart de latinité.

267

La généralisation des terrorismes réagit à l'ancienne passivité devant l'expropriation, dans la contemporanéité, des processus de culture par celui de la civilisation. On arrive, par là, au propre blocage des droits humains devant les itinéraires contemporains de la reconnaissance collective. Celle-ci se serait pliée à une coexistence de fait, par le caractère fondamentalement intégriste de certaines affiliations culturelles. Dans un tel contexte, l'identité primerait sur l'égalité et bornerait toute reconnaissance au sens stricte des différences.

De toute façon, les chemins de la globalisation non hégémonique dépassent la visée de l’empreinte territoriale et les enjeux régionaux. Et vont aux alliances ou aux rejets des différences menées par le développement soutenu.

Au-delà du géopolitique

268 Le dépassement du régionalisme applique, en même temps, la détermination géographique comme lieu naturel des ententes nationales. Pour cela même, le nouveau lieu, rencontre des protagonismes nationaux, se réclamerait des impératifs de coexistence dans ce monde pour la rencontre, et dépasse toutes frontières, sinon une mémoire rassembleuse. La rupture de 11 Septembre impliquait celle de l’impérialisme de l’universel et d’une rationalité servant au passage de l’individuel au citoyen. De par la même, la condition première de cette conscience reviendrait aux droits humains à la recherche de son décalogue indéniable.

L’affirmation identitaire a néanmoins avancé au cours de cette dernière décennie, de même qu’une vision de résistance à ce qui pourrait nuire à la reconnaissance de l’autre.

De nos jours, la réémergence d’une religiosité s’appuie sur l’intransitif identitaire et l’éthique de la performance. La reconnaissance se voit médiatisée par le strict impératif de survie, et par la mise-en-oeuvre d’un protagonisme international erratique. Une telle exigence s’arrêterait avant toute idée d’état de droit dans ce universel bloqué.

Les derniers conflits, du point de vue d’une possible avancée des droits humains, devant la condamnation de la guerre chimique en Syrie, le rejet de la torture et la révi-

sion de certaines peines capitales en Iran et dans la crise du printemps arabe, la chute de la démocratie veut être compensée par une réaffirmation de la laïcité d'Etat qui proclame le *putsch* militaire. De toute façon, on dépasserait l'impasse entre l'espace public et l'espace menacé par le fondamentalisme identitaire dans son encerclement géopolitique.

BIBLIOGRAPHIE

- AL-ZAWAHIRI, Ayman (2008). *L'absolution*. Paris, Ed. Milelli.
- APPADURAI, Arjun (1996). *Modernity at large: cultural dimensions of globalization*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- ARKOUN, Mohamed et MAÏLA, Joseph (2003). *De Manhattan à Bagdad: au-delà du bien et du mal*. Paris, Desclée de Brouwer.
- AUGÉ, Marc (2007). *Islam et droits de l'homme*. Paris, Edition des Idées et des hommes.
- BENHABIB, Seyla (2006). *Democratic iterations: the local, the national, and the global*. Oxford University Press.
- CALHOUN, Craig (2007). *Nations matter*. London, Routledge.
- CASANOVA, José (1994). *Public religions in the modern world*. University of Chicago Press.
- CORONIL, Fernando (1989-2010). *The future in question: history and utopia in Latin America*. City University of New York.

- DEBRAY, Régis (2007). *Un mythe contemporain: le dialogue des civilisations*. Paris, CNRS.
- DEVJI, Faisal (2009). "The human factor". In: MENDES, Candido (ed.). *Human rights and their possible universality*. 19th International Conference of the Academy of Latinity, Oslo, Norway. Rio de Janeiro, Educam-Academy of Latinity.
- FISTETTI, Francesco (2009). *Théorie du multiculturalisme: un parcours entre philosophie et sciences sociales*. Paris, Edition de La Découverte.
- GAUCHET, Marcel (1998). *La religion dans la démocratie parcours de la laïcité*. Paris, Gallimard.
- JULLIEN, François (2008). *De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures*. Paris, Fayard.
- 270 MENDES, Candido (1987). "A auto-organização da marginalidade". In: *A democracia despedaçada*. Rio de Janeiro, Nova Fronteira.
- (2005). *Lula, más que un voto, una opción*. México, Libros para Todos.
- (2006). *Lula depois de Lula*. Rio de Janeiro, Educam.
- MIGNOLO, Walter (2005). "Imperial/colonial metamorphosis: from the Ottoman and Spanish Empires to the US and the European Union". In: MENDES, Candido (ed.). *Islam, Latinité, Transmodernité*. Rio de Janeiro, Educam-Academy of Latinity, p. 91-141.
- PARGETER, Alison (2012). *Libya: the rise and fall of Qaddafi*. Yale University Press.
- RAMADAN, Tariq and Lane, Allen (2011). *The quest for meaning: developing a philosophy of pluralism*. London.
- REINHART, Koselleck (2004). *Futures past: on the semantics of historical time*. New York, Columbia University Press.

- ROY, Olivier (2004). *L'islam mondialisé*. Paris, Seuil.
- TAYLOR, Charles (2007). *A secular age*. The Belknap Press of Harvard University Press.
- TODOROV, Tzvetan (2008). *La peur des barbares: au-delà du choc des civilisations*. Paris, Robert Laffont.
- TOURAINÉ, Alain (2004). "Globalization and identity". In: MENDES, Candido (ed.). *Hegemony and multiculturalism*. Rio de Janeiro, Educam-Academy of Latinity, p. 299-324.
- VANDEWALLE, Dirk J. (2012). *A history of modern Libya*. Cambridge University Press.